

Richard Banégas, Jean-François Bayart, Romain Bertrand,
Béatrice Hibou, Françoise Mengin, Julien Meimon

Legs colonial et gouvernance contemporaine

Volume II

Décembre 2006

Sommaire

Avertissement

Jean-François Bayart et Romain Bertrand

Avant-propos

Romain Bertrand

Vérités d'empire(s).

La question des continuités du colonial au prisme de l'histoire impériale comparée

Françoise Mengin

**De la concurrence des régimes de domination hégémonique sur l'île de Taiwan,
à la reconduction des modes d'accommodement à la sujétion impériale**

Julien Meimon

**Aux origines de l'aide française au développement.
Discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique**

Béatrice Hibou

Maroc : d'un conservatisme à l'autre

Richard Banégas

**Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ?
Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial**

Jean-François Bayart

**Les chemins de traverse de l'hégémonie coloniale
en Afrique de l'Ouest francophone :
anciens esclaves, anciens combattants, nouveaux musulmans**

Avertissement

Envisagée et conçue à l'automne 2004, cette réflexion sur les interactions entre le « legs colonial » et la gouvernance (ou la gouvernementalité) contemporaine a anticipé sur un débat public qui, certes, nous paraissait être devenu inévitable, mais que la loi du 23 février 2005 a transformé en véritable bataille politique, impliquant les médias, la communauté scientifique, le monde du spectacle et du sport, les institutions et les plus hautes autorités de la République française, non sans provoquer des tensions diplomatiques entre cette dernière et l'Algérie et un malaise dans les départements d'outre-mer¹. La mise en perspective de l'aide publique au développement avec le passé colonial que nous nous étions proposés d'effectuer n'en est devenue que plus utile. Mais le lecteur nous permettra de ne pas prendre part à ce qui est devenue une polémique, et de nous en tenir à notre projet initial. Il s'agissait dans notre esprit, tout d'abord, de faire le point sur l'analyse de l'Etat colonial, qui a connu ces dernières années un profond renouveau au sein des sciences sociales, et, ensuite, d'identifier plus systématiquement les enchaînements politiques, organisationnels, sociaux et économiques qui relient les formes contemporaines de gouvernement aux « situations coloniales », selon la méthode de la sociologie historique du politique. De ce point de vue, notre démarche n'a pas grand-chose à voir avec le débat idéologique qu'a ouvert depuis quelque deux ans l'arrivée dans l'espace public français d'un nouveau courant des « études postcoloniales » d'expression anglaise, et qu'avaient en réalité inauguré des auteurs comme Michel Leiris, Franz Fanon ou Yves Bénot dans les années 1940-1960.

Un premier volume de notre étude, paru en décembre 2005, a accordé l'essentiel de son attention à la notion de « combinatoire impériale ». Comme annoncé, ce deuxième volume traite plus spécialement des « transactions hégémoniques » sur lesquelles ont reposé les empires coloniaux, et dont certaines se sont reproduites jusqu'à aujourd'hui.

¹ Pour le récit sociologique de cette controverse, consulter Romain Bertrand, *Mémoires d'empire. La controverse autour du 'fait colonial'*, Broissieux, Editions du Croquant, 2006.



Avant-propos

Jean-François BAYART (CERI-CNRS) et Romain BERTRAND (CERI-FNSP)

Paul Veyne nous met en garde contre l'imagerie de notre enfance : « L'Empire romain n'a rien d'un chef d'œuvre politique, sa réussite tient à deux recettes aussi banales qu'efficaces : ne pas toucher au *statu quo* des pays conquis et confirmer dans leur pouvoir les classes possédantes et dirigeantes ; en des temps où le nationalisme n'était pas encore une passion, il n'en fallait pas davantage² ». Son « habile politique » consistait à « exiger les signes extérieurs du respect et, sur le fond, laisser les sujets vivre selon leurs lois et sous leurs chefs traditionnels³ ». Néanmoins, il existait « une sorte de 'nationalité impériale' et transnationale, celle des magistrats et fonctionnaires impériaux » : « fussent-ils d'origine grecque, ils oubliaient cette origine et tenaient un langage purement impérial⁴. L'hégémonie de ce « langage impérial », les « transactions » avec les « chefs traditionnels » ou leurs sujets dont elle s'est accompagnée, son rapport avec l'administration indirecte des provinces, ses relations avec les empires ou les royaumes qui l'avaient précédée ou qu'elle a englobés sont l'objet de cette étude, dans le contexte du moment colonial, de ses suites contemporaines et de ses antécédents historiques.

Chez le philosophe marxiste italien Antonio Gramsci, dont le nom est désormais automatiquement associé à la notion, l'hégémonie a trait à la « direction culturelle et

² Paul Veyne, *L'Empire gréco-romain*, Paris, Editions du Seuil, 2005, p. 47.

³ *Ibid*, p. 172.

⁴ *Ibid*, p. 166.

idéologique » – et non pas seulement à la « domination » par le recours à la coercition – qu’une « classe sociale » ou un « bloc historique » exerce en créant la « dictature » d’un « consensus » et d’un « sens commun » au sein de la « société civile » : « L’Etat, c’est la société politique + la société civile : une hégémonie cuirassée de coercition [...]. Dans les pays à société civile complexe, l’Etat (société politique) n’est qu’un avant-poste derrière lequel se dresse une solide barrière de bastions et de casemates (société civile)⁵ ». Pour Gramsci, le concept d’hégémonie est donc indissociable d’une théorie politique de l’action révolutionnaire et d’une analyse de l’Etat en termes de classes sociales. Aucune de celles-ci n’est à proprement parler de mise dans notre propos.

Mais le philosophe nous aide à penser les fondements « éthiques » de l’Etat, fût-il colonial, par le truchement de l’idéologie, du « sens commun », des processus de subjectivation politique et morale, de la culture matérielle et des techniques du corps qui sont afférentes à ceux-ci. Par ailleurs, en précisant que l’hégémonie est une « fonction désagrégée et discontinue de l’histoire des Etats⁶ », et partant en s’interdisant toute définition mécaniciste de celle-là, il ouvre la voie à la notion de « transaction hégémonique » que nous proposons l’année dernière. Contrairement à l’idée que l’on s’en fait souvent, l’hégémonie gramscienne n’est pas une chape de plomb que la classe dominante et « son » Etat imposent aux classes subalternes. Elle est le fruit d’un rapport de forces, de luttes sociales, de négociations, de compromis, de cooptations, de représentations et de croyances partagées, éventuellement sur fond de conquête, de répression ou de mobilisation commune contre un danger extérieur.

Une autre question se pose alors, qui concerne directement l’analyse de l’empire et de son moment colonial ou postcolonial. Le concept d’hégémonie, ainsi entendu, est-il théoriquement compatible avec celui de « révolution passive » qui a été utilisé pour problématiser l’Etat postcolonial, notamment en Afrique subsaharienne, les cas du Sénégal et de la Côte d’Ivoire apparaissant alors archétypiques⁷ ? Gramsci avait emprunté le terme à

⁵ Antonio Gramsci, *Note sul Machiavelli*, Turin, Einaudi, 1949, pp. 132 et 68.

⁶ Antonio Gramsci, *Il Risorgimento*, Turin, Einaudi, 1966, p. 191.

⁷ Jean-François Bayart, *L’Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (nouvelle édition augmentée en 2006, qui maintient cette interprétation) ; Richard Banégas, *La Démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003. Robert Fatton (*The Making of a Liberal Democracy : Senegal’s Passive Revolution, 1975-1985*, Boulder, Lynne Rienner, 1987) utilise la

Vincenzo Cuoco qui avait qualifié de la sorte, dans un ouvrage publié en 1801, la révolution napolitaine de 1799 : « Vincenzo Cuoco a appelé révolution passive la révolution qu'a connue l'Italie comme contrecoup des guerres napoléoniennes. Le concept de révolution passive me semble pertinent non seulement pour l'Italie, mais aussi pour les autres pays qui ont modernisé leur Etat au moyen d'une série de réformes ou de guerres nationales, sans passer par la révolution politique de type radical-jacobin⁸ ». La « révolution passive », en l'absence d'initiative populaire unitaire », et sous la « réaction des classes dominantes aux soulèvements sporadiques, spontanés et inorganisés, des masses populaires » a conduit à des « 'restaurations' qui ont intégré quelques-unes des exigences de la base » - d'où l'expression de « révolution passive », ou encore celles de « restauration progressiste » et de « révolution restauration », sous la plume de Gramsci. La « révolution passive » exclut politiquement les masses populaires et s'apparente à une « conquête », parfois géographique autant qu'idéologique, comme en Italie avec l'annexion de la Sicile et du Mezzogiorno par le royaume de Savoie. Elle repose sur la « cooptation » des radicaux de la classe dominante et des « intellectuels organiques » des classes populaires – ce que l'on a appelé, dans l'Italie cavourienne et de la monarchie constitutionnelle, le *trasformismo* (transformisme). Elle débouche *in fine* sur une « dictature sans hégémonie » dont les dérives autoritaires de cette dernière et le fascisme seront les expressions italiennes emblématiques, par opposition à l'« hégémonie » qu'était censée incarner, politiquement et idéologiquement, la III^{ème} République française⁹.

Or, les situations auxquelles s'adresse l'aide publique au développement, et en tout cas dont traitent les chapitres qui suivent, relèvent pour la plupart de ce modèle de la « révolution passive ». Elles se distinguent par exemple des sociétés qui ont fait l'expérience d'une véritable révolution populaire ou militaro-populaire, à l'instar de la Chine, du Vietnam, du Cambodge, de Cuba, et qui renvoient aujourd'hui, dans le contexte du néo-libéralisme, à un scénario « thermidorien » de professionnalisation de la classe politique révolutionnaire et de

conceptualisation gramscienne de manière théoriquement très lâche et contestable. Le terme de « révolution passive » au sujet du Sénégal est maintenant d'un usage courant : voir par exemple Donal Cruise O'Brien, Momar-Coumba Diop, Mamadou Diouf, *La Construction de l'Etat au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002.

⁸ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison 1, 2, 3, 4 et 5*, Paris, Gallimard, 1996, p. 360.

⁹ Selon le commentaire de Maria-Antonietta Macciocchi, *Pour Gramsci*, Paris, Editions du Seuil, 1974, pp. 158 et suiv.

captation par cette dernière de la libéralisation économique¹⁰. Hormis ces cas, la lutte de libération nationale a été politique ou armée plutôt que « populaire ». L'indépendance a été obtenue par la négociation plutôt que par une victoire militaire sans conteste. Elle a vite été suivie du « désenchantement national¹¹ » et de la subordination politique des classes populaires. L'orientation « radical-jacobine » des partis nationalistes, leur base sociale réelle, leur capacité hégémonique sont aujourd'hui relativisées dans la recherche historique, et, au moins dans certaines situations, l'idée nationale apparaît telle une reconstruction idéologique *ex post* survenue après la proclamation de l'indépendance. Les régimes autoritaires, généralement de parti unique ou trop dominant pour ne pas l'être dans les faits, ont mis sous le boisseau l'autonomie organisationnelle des masses populaires, les ont asservies par le clientélisme et ont fait un usage immodéré de la cooptation en procédant à l'« émascation politique » – selon l'expression du Kenyan Peter Anyang' Nyong'o – des intellectuels et des contre-élites. Le type-idéal de la « révolution passive » semble donc assez bien s'appliquer aux trajectoires de l'Etat postcolonial en Afrique subsaharienne et au Maghreb, voire dans un pays comme l'Indonésie. Au demeurant il a pu être aussi qualifié de « modernisation conservatrice », de « révolution par en haut » ou de « néo-bismarckisme », dans la lignée de l'œuvre de Barrington Moore¹². L'une de ses propensions est de procéder à des « réformes sans changements¹³ », à un « réformisme de conservation et de restauration » d'inspiration traditionaliste ou néo-traditionnelle que Béatrice Hibou étudie *infra* au sujet du Maroc, mais que l'on retrouve aisément dans d'autres situations africaines, asiatiques ou moyen-orientales.

Peut-on alors parler d'hégémonie, sinon par commodité de langage, qui deviendrait vite son abus ? Les chapitres qui suivent s'efforcent d'apporter une réponse à cette interrogation, non par acharnement théorique gramscien, mais parce que cette problématisation permet peut-être de renouveler notre questionnement sur le « développement » et sur son rapport à l'Etat-

¹⁰ Jean-François Bayart, « 'Situation thermidorienne' et libéralisme en République islamique d'Iran », communication au colloque « Islam et libéralisme », Izmir, Université du 9 septembre, 2-3 novembre 2006, multigr.

¹¹ Hélé Beji, *Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Paris, François Maspero, 1982.

¹² Barrington Moore, *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, François Maspero, 1969. Voir par exemple Helio Jaguaribe, *Economic and Political Development. A Theoretical Approach and a Brazilian Case Study*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1968 et Guy Hermet, « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice. Problèmes méthodologiques de l'analyse des situations autoritaires », *Revue française de science politique*, XXV (6), décembre 1975, pp. 1029-1061.

¹³ Mohammed Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences-po, 1999.

nation et à l'inégalité sociale. Disons que le choix du concept se trouve justifié, sous réserve d'inventaire, pour trois raisons :

1) l'hégémonie, en théorie, n'est pas seulement celle d'une classe dominante, mais celle d'un « bloc historique » de forces sociales hétérogènes, auxquelles elle donne leur cohésion en leur fournissant une « nouvelle vision globale du monde » et en procurant à l'Etat son nécessaire « contenu éthique¹⁴ » ;

2) dans le cadre de la décolonisation, du « dialogue Nord-Sud » et de la globalisation néo-libérale, elle ne cimenterait pas simplement des groupes dominants et leurs auxiliaires à l'échelle des sociétés nationales, mais les articulerait aux groupes dominants des sociétés du « centre » de l'économie capitaliste¹⁵ ;

3) elle doit être supposée, à titre d'hypothèse, non dans la synchronie statique de la domination la plus immédiatement contemporaine, mais dans la diachronie du passage des empires européens ou non européens des XVII^{ème} - XIX^{ème} siècles aux empires coloniaux *stricto sensu* qui ont mis en forme le monde de la fin du XIX^{ème} siècle à la décolonisation, puis au système d'Etats dont cette dernière a assuré le triomphe en tant que cité postimpériale et nationale.

Cette séquence d'enchaînements, de « concaténations » comporte une double particularité intéressante : la banalité et la légitimité de la conquête, qui dans l'histoire est l'une des modalités aussi bien de l'hégémonie (par « assimilation ») que de la « révolution passive » (par subordination et simple « association », pour garder le vocabulaire de la colonisation française) ; l'universalisation d'idéologies globales positivistes dont le messianisme révolutionnaire français, le comtisme, le saint-simonisme, les différentes moutures du socialisme, la « mission civilisatrice » et la « mise en valeur » coloniales françaises, le *trusteeship* impérial britannique, la « sphère de co-prospérité » japonaise, le discours

¹⁴ Antonio Gramsci, *Note sul Machiavelli*, *op. cit.*, p. 128.

¹⁵ Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique*, *op. cit.*, chapitre 7.

contemporain du développement ont été des avatars successifs ou concomitants. Ainsi posé, l'empire, et même le colonialisme ne sont pas le monopole de la « Vieille Europe ». Les Etats-Unis s'y sont brièvement essayé, et le Japon aussi comme le rappelle *infra* Françoise Mengin en démontant les transactions hégémoniques nouées entre l'Empire du Soleil levant et l'île de Taiwan. En outre, *la séquence qui court des moments impériaux au moment national ou ethnonational* ne se présente pas comme une collection de trajectoires parallèles. Les empires se sont chevauchés et ont formé des « combinatoires », les territoires ou les influences ont été disputés, les projets hégémoniques ont été mis en concurrence, ainsi que le démontrent *infra* Romain Bertrand et Françoise Mengin.

La séquence historique qui va de l'impérial au national se décompose en trois moments analytiquement distincts, quels que soient les chevauchements que l'on observe entre l'un et l'autre :

1) le moment impérial à proprement parler, au cours duquel les sociétés, les empires qu'elles constituent, les « économies-mondes » chères à Braudel, les appartenances culturelles, religieuses ou morales sont énoncés et vécus dans des termes et des imaginaires étrangers à ceux qui assurent leur emprise sur notre époque, sans que l'on ait à les spécifier plus avant dans cette présentation ;

2) le moment impérial colonial, qui est un temps de transition traumatique et qui, par la conquête, globalise le monde sur le mode de la rétraction identitaire en « racialisant » les rapports entre les sociétés et les populations et en promouvant le culturalisme, c'est-à-dire la réification et la hiérarchisation de la différence, comme idéologie paradoxale de la marche du Progrès universel ;

3) le moment de l'Etat-nation, qui reprend à son compte la rétraction identitaire sur les ruines du mythe impérial et du sens civique universel qu'incarnait l'héritage de Rome et d'Alexandre dans les sociétés chrétiennes aussi bien que musulmanes.

Comme l'a souligné ces dernières années l'historien Frederick Cooper dans une série d'essais¹⁶, et comme le montre *infra* Romain Bertrand à propos des empires mercantilistes portugais et néerlandais des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, *la vraie césure survient entre la sortie du possible impérial et l'entrée dans la contingence de la nécessité ethnique et nationale* : l'Etat, et même l'Etat-nation, ne cesse d'être impérial qu'avec la décolonisation ; auparavant prévalait un système d'empires, européennes comme non-européens, avec ses « combinatoires ». La relecture critique de la fin des empires – en particulier de celle de l'Empire ottoman et des empires coloniaux – nous invite à « sauver l'histoire de la nation¹⁷ » et à nous libérer de la reconstruction nationaliste anachronique de ce basculement. Celui-ci a été fortuit et incertain. Il ne s'est imposé que très tardivement à la conscience des acteurs eux-mêmes. Pourtant l'empire, en tant que *Weltanschauung*, s'est évanoui, entraînant avec lui les utopies hellénistiques de l'assimilation réciproque des élites ou des cultures et le service universel de la chose publique. Blaise Diagne ne fut pas Plutarque, et tout « assimilé » qu'il fût, il ne finit jamais sa carrière que dans une niche politique indigène, celle de sous-secrétaire d'Etat aux Colonies. Même lorsque leur fut attribué le rang de ministre d'Etat, le destin de ses successeurs sous la Quatrième République – Lamine Guèye, Léopold Sedar Senghor, Félix Houphouët-Boigny – fut pareillement circonscrit, et l'Empire français mourut finalement de sa belle mort fiscale quand il devint clair que le citoyen-contribuable métropolitain n'était nullement prêt à payer le prix de l'« assimilation » ou de l'« intégration », pas plus que le conscrit celui du sang. Quant au Royaume-Uni, il s'était toujours gardé de telles rêveries dont le préservait le régime de l'*Indirect Rule*. En Europe même, il ne reste de l'Empire austro-hongrois ou de l'Empire ottoman que quelques nostalgies littéraires.

L'idée de développement est née de cette séquence. A son corps défendant, elle est indissociable de l'effacement de l'idée impériale et de la victoire de l'idée nationale ou des autres appartenances – ethniques, confessionnelles, confrériques – que le moment colonial a précipitées. Seules peut-être les institutions de Bretton Woods (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale) et de l'Organisation des Nations unies (le PNUD)

¹⁶ Frederick Cooper, *Colonialism in Question. Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005.

¹⁷ Prasenjit Duara, *Rescuing History from the Nation. Questioning Narratives of Modern China*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995.

entretiennent la flamme d'une « nationalité impériale » et « tiennent un langage purement impérial¹⁸ », mais désormais dans les termes du néo-libéralisme.

Dans cette perspective, les chapitres qui suivent esquissent une généalogie critique de la « gouvernance » contemporaine en insistant, avec Julien Meimon, sur l'« incertitude » qui a toujours présidé aux régimes de transition et en privilégiant deux plans d'analyse :

- celui du *champ des continuités* de l'empire colonial, qui participe de la sociologie des acteurs ou des groupes sociaux qui « portent » (*Träger*, au sens de Max Weber) la transmission de pratiques et de modèles administratifs ou politiques de gouvernement (ou de mémoires institutionnelles) des empires coloniaux aux Etats qui leur succèdent (phases 2 et 3 de la séquence) ;
- celui du *passage du monde impérial au monde national* et à celui de ses dérivés identitaires (l'ethnie, la confession, la confrérie, la classe sociale, le « genre ») (phases 1 et 2/3 de la séquence).

Il ressort en particulier de ces analyses que le « legs colonial » est moins un héritage cohérent, un facteur objectif et une cause univoque qu'une « combinatoire d'opérations », un « panier dans lequel on peut choisir », une possibilité d' « usages mémoriels du fait colonial », selon les termes utilisés *infra*, respectivement par Jean-François Bayart, Béatrice Hibou et Richard Banégas. L'énonciation contradictoire, voire conflictuelle de ce passé, et le gouvernement aussi bien impérial que national doivent beaucoup à la dimension de l'imaginaire et au registre de la fiction. La leçon reste valide pour l'aide publique au développement contemporaine. Mais il en est une autre, double, qui mérite d'être méditée. D'une part, les « miracles économiques », notamment agricoles, du moment colonial – par exemple ceux du cacao et du café en Côte d'Ivoire ou de l'arachide au Sénégal – ont moins été les « résultats » des politiques publiques de la « mission civilisatrice » ou de la « mise en valeur » que les expressions de dynamiques sociales, voire de mouvements sociaux qui en ont été les vecteurs et qui ont « porté » les transactions hégémoniques les plus durables, en l'occurrence la

¹⁸ Paul Veyne, *L'Empire gréco-romain*, *op. cit.*, p. 166.

Françafrique chère à Félix Houphouët-Boigny et le compromis islamo-républicain conclu entre l'administration française et les confréries sénégalaises. D'autre part, le contraste entre les trajectoires ivoirienne et sénégalaise indique que les « transactions hégémoniques impériales » ne sont pas nouées une fois pour toutes, mais qu'elles sont sujettes à des processus de renégociation ou de remise en cause plus ou moins dramatiques. L'orientation de l'aide publique au développement et ses modalités sont certainement *l'une des variables d'ajustement impérial ou postcolonial*. Enfin, l'une de ses malédictions est d'être concomitante de la réduction du champ d'horizon identitaire, de l'effacement ou en tout cas de la délégitimation politique de l'« âme multiple¹⁹ » des sujets de l'empire, et du triomphe des appartenances exclusives qui rendent si polémique et conflictuelle l'allocation de ses ressources quand bien même elle se targue d'être apolitique.

¹⁹ Paul Veyne, *L'Empire gréco-romain*, *op. cit.*, p. 251.